



Commune d'Echallens

Modification du plan d'affectation communal « Au Petit Moulinel » (extension de la STEP d'Echallens)

Dossier d'enquête publique Règlement

Givisiez, juin 2021

Table des matières

1.	Dispositions préliminaires	3
	Article 1. But.....	3
	Article 2. Périmètre et affectation	3
	Article 3. Composantes du plan d'affectation.....	3
2.	Règles applicables à la zone affectée à des besoins publics 18 LAT	3
	Dispositions générales	3
	Article 4. Destination et composition de la zone	3
	Article 5. Degré de sensibilité au bruit.....	3
	Bâtiments et installations liés au traitement et à l'épuration des eaux	4
	Article 6. Implantation et distances	4
	Article 7. Mesure d'implantation du sol.....	4
	Article 8. Hauteur des constructions.....	4
	Article 9. Toitures	4
	Article 10. Clôture	4
	Stationnement	4
	Article 11. Stationnement	4
	Aire de verdure	5
	Article 12. Aire de verdure	5
3.	Règles applicables à l'aire forestière.....	5
	Article 13. Destination.....	5
	Article 14. Règles de protection	5
4.	Règles applicables à l'Espace réservé aux eaux (ERE).....	5
	Article 15. Destination.....	5
	Article 16. Règles de protection	5
5.	Dispositions finales.....	6
	Article 17. Dérogation	6
	Article 18. Dispositions complémentaires.....	6
	Article 19. Entrée en vigueur.....	6
	Article 20. Permis de construire	6

1. Dispositions préliminaires

Article 1. But

La mise en zone est destinée à la transformation et l'agrandissement de la STEP existante d'Echallens en une STEP régionale équipée pour le traitement des micropolluants.

Article 2. Périmètre et affectation

Le périmètre du plan d'affectation de la STEP d'Echallens comprend les parcelles 1001RF (partielle) et 1002RF (partielle).

Le périmètre est affecté en zone affectée à des besoins publics 18 LAT et en aire forestière.

Article 3. Composantes du plan d'affectation

Conformément à la réglementation en vigueur, le plan d'affectation de la STEP d'Echallens est composé des éléments suivants :

- Un plan d'affectation (échelle 1 :1000)
- Le présent règlement

2. Règles applicables à la zone affectée à des besoins publics 18 LAT

Dispositions générales

Article 4. Destination et composition de la zone

La zone affectée à des besoins publics se compose :

- Des bâtiments et installations liés au traitement et à l'épuration des eaux ;
- Des accès et places de stationnement nécessaire à l'exploitation du site ;
- D'une aire de verdure.

Article 5. Degré de sensibilité au bruit

Conformément à l'article 43 alinéa 1 lettre C OPB, le degré de sensibilité au bruit III (DS III) est attribué à l'ensemble de la zone affectée à des besoins publics.

Bâtiments et installations liés au traitement et à l'épuration des eaux

Article 6. Implantation et distances

La distance minimale (d) est de 3 mètres à la limite de la propriété voisine ou du domaine public. Cette distance se mesure perpendiculairement à la limite jusqu'à la partie du bâtiment la plus proche de la limite.

Les dispositions applicables en matière de protection contre l'incendie doivent être respectées pour établir la distance entre deux bâtiments.

Article 7. Mesure d'implantation du sol

Le volume des constructions édifiées au-dessus du terrain naturel est limité par un coefficient de masse (CMA) de 5,0.

Le calcul s'effectue de la façon suivante :

Surface du terrain x CMA = volume maximum des constructions hors sol

Les surfaces de terrain comprises dans l'aire forestière ne peuvent pas être prises en compte pour le calcul de la capacité constructive du périmètre.

Article 8. Hauteur des constructions

La hauteur des bâtiments est limitée à 12,00 mètres dans le périmètre, sous réserve des ouvrages techniques nécessaires à l'exploitation de la STEP tels que les silos, digesteurs et les stockeurs qui peuvent s'élever jusqu'à une hauteur de 20,00 mètres.

La hauteur se mesure entre le terrain naturel et les parties les plus élevées du bâtiment à l'arête supérieure de la sablière ou de la dalle brute de couverture du dernier étage lorsqu'il s'agit d'un toit plat.

La municipalité peut autoriser d'autres éléments de construction et des installations hors gabarits, dans la mesure où ces réalisations s'imposent par des nécessités d'exploitation ou de fonctionnement. Ces constructions doivent être réduites au strict minimum nécessaire.

Article 9. Toitures

La forme des toitures est libre.

Article 10. Clôture

Une clôture doit être posée pour sécuriser les installations de la STEP.

Stationnement

Article 11. Stationnement

Les besoins en stationnement (véhicules et cycles) sont définis selon les normes VSS en vigueur lors de la demande de permis de construire.

Aire de verdure

Article 12. Aire de verdure

Cette aire est destinée à assurer la transition biologique et paysagère entre la STEP, l'aire forestière et le cours du Talent. Elle est inconstructible, sous réserve des éléments de minimales importances nécessaires à l'exploitation de la STEP.

Elle est destinée à la création d'espaces de verdure arborisés, tel que vergers, haies, prairies et est gérée de manière extensive. L'arborisation et les plantations doivent être d'essence indigène et adaptées au site.

3. Règles applicables à l'aire forestière

Article 13. Destination

L'aire forestière (ZFO) est régie et définie par les dispositions de la législation forestière fédérale et cantonale.

Article 14. Règles de protection

Il est notamment interdit, sans autorisation préalable du service forestier, d'abattre des arbres en forêt, de faire des dépôts, d'ériger des clôtures ainsi que de bâtir et de faire des feux en forêt et à moins de 10 mètres des lisières.

Le présent plan d'affectation constitue le document formel de constatation de nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans les zones à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celles-ci.

4. Règles applicables à l'Espace réservé aux eaux (ERE)

Article 15. Destination

L'espace réservé aux eaux (ERE) est destiné à garantir la protection du Talent.

Article 16. Règles de protection

L'espace réservé aux eaux est inconstructible, sous réserve des dispositions définies à l'article 41c OEaux.

L'entretien des bâtiments existants partiellement situés dans l'espace réservé aux eaux est admis.

5. Dispositions finales

Article 17. Dérogation

Dans les limites des articles 85 et 85a LATC, la Municipalité peut accorder des dérogations au présent règlement.

Article 18. Dispositions complémentaires

Sont notamment applicables – à titre supplétif ou de droit supérieur – les dispositions de la législation fédérale, cantonale et communale en matière d'aménagement du territoire et de protection de l'environnement.

Article 19. Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par le Conseil d'État.

Article 20. Permis de construire

Le permis de construire de la STEP fera l'objet d'un rapport d'impact sur l'environnement 2^{eme} étape. Il fera partie intégrante du dossier de demande de permis de construire et sera mis à l'enquête publique.

Il est approuvé par la Municipalité dans sa séance du

Le Syndic

Le secrétaire

Soumis à l'enquête publique du

Le Syndic

Le secrétaire

Adopté par le Conseil communal dans sa séance du

Le Président

Le secrétaire

Approuvé par le département compétent en date du.....

La cheffe du département

Entrée en vigueur le :